

## EDITORIAL

### Projet

**V**U les très faibles résultats socio-économiques de ce gouvernement (hormis le démarrage de la réforme des retraites des fonctionnaires et le début de redressement de la compensation), on imaginait qu'il aurait à cœur de se donner un peu d'éclat avant les élections. Pas du tout.

Il se contente de recopier les phrases et les paragraphes des années précédentes pour écrire et lancer, avec deux mois de retard, la note de cadrage du prochain budget.

On n'ose même pas croire que pour l'équipe de Benkirane une loi de Finances puisse perdre à la fois sa nature de loi et son objectif de politique économique. Ce serait bien trop grave pour le fonctionnement de ce pays si ses gouvernants eux-mêmes jetaient aux orties les instruments et outils de leur gouvernance!

Quoi qu'il en soit, tel que le projet de budget pour 2017 s'avance à travers sa note de cadrage, il abandonne l'idée d'améliorer la vie des gens; ce qui est pourtant la seule fonction d'un gouvernement responsable.

Nul ne songera à lui reprocher de mettre la sécurité en haut de ses préoccupations. Le Maroc est en bordure de l'arc sahélien où s'abritent pas moins de cinq sortes de terroristes actifs et remarquablement équipés (par qui?). Le Maroc est aussi en prise bien trop directe avec ses enfants perdus que l'Europe n'a su ni éduquer, ni intégrer, ni protéger. Et puis, il y a cette campagne électorale qui se noue avec une hargne et une détestation sociales jamais vues dans le Royaume. Un climat propice à éveiller les folies meurtrières chez les «déséquilibrés». L'accent sur la sécurité est nécessaire, personne ne le niera.

Mais qui oserait dire que cela suffira à fabriquer un Maroc prospère, confiant en lui et en sa jeunesse?

Ce projet de budget, tel qu'il ressort de la note de cadrage, n'est pas digne de ce que nous sommes. □

Nadia SALAH

# Budget 2017 Priorité à la sécurité



Voir page 2

## 72,5 milliards de DH d'incidents de paiement

**2,7** millions de dossiers d'incidents de paiement n'avaient pas été dénoués à fin 2015. Les montants en jeu se chiffrent à 72,5 milliards de DH, soit 8% du PIB. L'encours a augmenté de 10% sur un an. Même s'il reste prédominant, l'utilisation du chèque faiblit. En quatre ans,

sa part de marché a baissé de 9 points à 43%. Pour éviter les incidents et surtout de laisser des revenus dehors, les clients sont priés, dans certains magasins, de recourir à d'autres instruments de paiement plus «crédibles» ou alors de présenter un chèque certifié. □

Voir page 8

### ■ Engrais: L'OCP renforce sa présence en Afrique

Voir page 6

### ■ Energie: Le Maroc dans le top 5 africain

Voir page 11

### ■ Tourisme: Le Nord affiche complet

Voir page 15

## La location de voitures rattrapée par la crise

Voir page 5

L'ECONOMISTE Retrouvez votre dossier

COMPETENCES & RH

dès le 13 septembre prochain

Vos annonces continuent  
normalement